

2021-2022

RAPPORT ANNUEL

Association canadienne des professeures
et professeurs d'université



Table des matières



Message du président et du directeur général	2
Campagnes et défense des intérêts.....	3-6
Renforcement de la capacité	7-9
Défense de la liberté académique	10-11
Assurer le respect de l'intégrité du travail académique.....	12-14
Amplifier notre voix collective	15-16

Message du président et du directeur général

Deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, l'ACPPU et ses associations membres font face à des défis émergents et continus allant de manques à gagner sur le plan du financement public à une inflation galopante. De concert avec ses associations de personnel académique, l'ACPPU s'emploie à renforcer la capacité des membres de mettre de l'avant des solutions pratiques.

Pendant la dernière année, la crise survenue à l'Université Laurentienne a jeté une lumière sur des années d'échecs de la part de la direction, le renversement de la gouvernance partagée et le recours inutile à un processus d'insolvabilité qui continue de se répercuter sur celles et ceux qui ont perdu leur emploi, sur Sudbury et les collectivités avoisinantes, et sur les étudiantes et étudiants qui se sont vus arracher l'accès à l'éducation, notamment sous forme de programmes de langue française et de programmes autochtones.

Par des efforts concertés auprès du gouvernement, nous travaillons à faire en sorte que la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) ne soit jamais plus utilisée par un établissement postsecondaire public pour contourner des processus négociés en matière d'urgences financières. En outre, l'ACPPU lance une campagne pancanadienne revigorée de promotion de normes de gouvernance collégiale qui mise sur le renforcement de la capacité de mobilisation et de négociation, la célébration des victoires et l'identification de modèles de réussite en collaboration avec les associations membres.

Nous terminons une année également marquée par un nombre record de grèves et en débutons une nouvelle qui verra plus de la moitié des associations membres de l'ACPPU entamer des négociations. Les grèves se font normalement rares dans notre secteur et, lorsqu'elles surviennent, elles sont relativement courtes. Or, l'intransigeance croissante des administrations, l'ingérence gouvernementale dans des négociations collectives libres et justes, et la détérioration des conditions de travail ont donné aux membres nul autre choix que d'exercer leur droit de grève. Une année difficile s'annonce, mais nous saurons relever les défis qui nous guettent grâce à la détermination et au pouvoir collectif de nos membres.



P. McInnis

Peter McInnis
Président



David Robinson

David Robinson
Directeur général

Campagnes et défense des intérêts

Les frais de scolarité augmentent plus vite que l'inflation.

L'ÉDUCATION
POUR TOUTES ET TOUS

112 %

C'est la hausse des dépenses moyennes des ménages en frais de scolarité, entre 1997 et 2009.



Tuition fees increasing faster than inflation

EDUCATION FOR ALL

112%

That's the increase in average household spending for tuition fees from 1997 to 2009.



Liste de choses à faire :

L'ÉDUCATION
POUR TOUTES ET TOUS

- ☒ Régime national d'assurance-médicaments
- ☒ Transfert canadien en matière de santé mentale
- ☒ Engagement fédéral dans la garde des jeunes enfants
- ☐ **Financement durable et dédié à l'éducation postsecondaire**

www.educpourtous.ca/l'action

To Do List:

EDUCATION FOR ALL

- ☒ National Pharmacare
- ☒ Federal mental health transfer
- ☒ Federal support for child care
- ☐ **Sustainable, dedicated funding for post-secondary education**

www.educationforall.ca/actions

Campagnes et défense des intérêts

En collaboration avec ses partenaires de la coalition [Éducation pour toutes et tous](#), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public (SNEEGSP) et la Fédération canadienne des étudiants et étudiants (FCEE), l'ACPPU continue de réclamer l'accès à un financement fédéral accru, prévisible et dédié, sous forme de transfert fédéral dédié à l'éducation postsecondaire. Vu le réexamen prévu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux en 2024, les deux prochaines années offriront une occasion unique de pousser le gouvernement fédéral

à faire figure de proue sur le plan du financement de l'éducation postsecondaire.

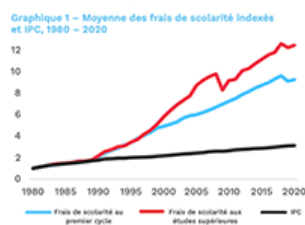
L'ACPPU a aussi continué de rencontrer des décideurs du palier fédéral afin de réclamer l'élargissement de l'enquête du Système d'information sur le personnel d'enseignement dans les universités et les collèges (SIPEUC) au moyen de questions sur l'équité, le personnel des collèges et le personnel académique contractuel. Nous avons aussi défendu la nécessité d'obtenir un soutien accru du gouvernement fédéral pour aider les réfugiés afghans et ukrainiens des secteurs de l'éducation et de l'organisation syndicale.

Les coûts croissants de l'éducation postsecondaire

L'ÉDUCATION POUR TOUS

Des frais de scolarité supérieurs à l'inflation limitent l'accès à l'éducation

- À l'aide de données tirées de l'Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance (FSS) de Statistique Canada, du Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP), de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) et du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), nous avons analysé les tendances au fil du temps pour déterminer les répercussions des frais de scolarité sur les dépenses des ménages.
- Les résultats montrent que, depuis le début des années 1990, les frais de scolarité ont augmenté substantiellement plus vite que le coût des autres biens, dont le logement et le transport. Les ménages dépensent une proportion bien plus grande de leur revenu pour l'éducation postsecondaire, et ce sont surtout les ménages à faible revenu qui supportent ces augmentations.



Le Canada dépend fortement de l'éducation et de la formation collégiales et universitaires, mais le coût d'accès à cette scolarité est effroyablement plus élevé que lors de la génération précédente. L'augmentation des frais de scolarité n'a, cependant, pas influé sur le taux de participation à l'éducation vu que, durant la même période, les inscriptions enregistrées dans les établissements postsecondaires ont augmenté. De plus en plus, il faut un diplôme postsecondaire pour entrer sur le marché du travail canadien (plus de 70 % des emplois exigent un certain type de formation ou d'éducation au-delà de l'école secondaire). Comme les frais de scolarité augmentent, les étudiants paient plus de leur poche ou s'endettent davantage pour faire des études ou obtenir la formation nécessaire à un emploi bien rémunéré.

Depuis plusieurs décennies, des étudiants et des défenseurs de l'éducation de tout le Canada s'opposent vigoureusement à l'élévation des frais de scolarité et à ses effets sur l'accès à l'éducation et à la formation. Cette analyse montre combien les frais de scolarité ont augmenté par rapport à l'inflation et aux autres dépenses des ménages. Tout au long des années 1980, le coût des études universitaires et collégiales a augmenté au même rythme que celui des autres biens, selon la mesure de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, selon le [Graphique 1](#), on constate que, dans les années 1990, les frais de scolarité ont commencé à augmenter substantiellement plus rapidement que le coût de tout le reste. Cette tendance s'est poursuivie durant trente années.

Si l'on examine plus particulièrement les dix dernières années, on constate une croissance régulièrement extraordinaire des frais de scolarité. Entre 2000 et 2020, les frais de scolarité moyens des étudiants de premier cycle ont augmenté de 115 % et ceux des étudiants des deuxième et troisième cycles de 89 %. Parallèlement, les prix à la consommation ont, dans l'ensemble, augmenté de seulement 44 %. Il est important de souligner que, comme ces augmentations des frais de scolarité, illustrées au [Graphique 1](#), sont indexées parallèlement à l'IPC, la différence de coût entre ces deux indicateurs se fait en sus des augmentations issues de l'inflation moyenne. À l'instar du reste de la population, les étudiants dépensent déjà davantage pour l'alimentation, le logement et le transport, entre autres, du fait que les prix augmentent chaque année. C'est donc en sus de ces frais de subsistance croissants qu'ils paient des frais de scolarité qui explosent.

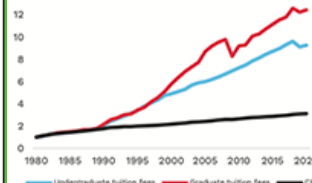
The Rising Costs of Post-secondary Education

EDUCATION FOR ALL

Tuition fees increasing faster than inflation, limiting access to education

- Using data from Statistics Canada's Tuition and Living Accommodation Costs (TLAC) Survey, the Postsecondary Student Information System (PSIS), the Survey of Household Spending (SHS), and the Pan-Canadian Education Indicators Program (PCEIP), trends were analyzed over time to determine the impact tuition fees have on household spending.
- The results show that since the early 1990s, tuition fees have increased significantly faster than other goods—including housing, transportation and shelter. Households are spending a much higher proportion of their income on post-secondary education, with lower-income households bearing these increases to a greater extent.

Figure 1 – Indexed average tuition fees and CPI, 1980 – 2020



Canada relies heavily on the education and training at colleges and universities, but the costs to access this education are staggeringly higher than they were a generation ago. The rising costs of tuition fees has not impacted participation rates in education, given that during the same period enrollment in post-secondary education has increased. Increasingly, the Canadian labour market requires post-secondary education—over 70% of jobs require some type of training or education beyond high school. As tuition fees increase, students are either paying more out of pocket or taking on more debt in pursuit of the education and training needed to secure good-paying jobs.

For decades, students and education advocates across Canada have been vocal about rising tuition fees and their impact on access to education and training. This analysis highlights just how much tuition fees have increased in comparison to inflation and other household expenses. Throughout the 1980s, the cost of a university or college education increased at about the same pace as other goods—as measured by the Consumer Price Index (CPI). However, [Figure 1](#) shows that in the 1990s the cost of tuition fees started to grow significantly faster than the cost of everything else. This trend has continued for thirty years.

Looking specifically at the last ten years, the extraordinary growth of tuition fees has been consistent. Between 2000 and 2020, average undergraduate tuition fees have increased by 115% and average graduate tuition fees have increased by 89%. Meanwhile, overall consumer prices have increased by just 44%. It is important to highlight that these increases to tuition fees, as illustrated in [Figure 1](#), are indexed alongside CPI, and therefore the cost difference seen between these two indicators is in addition to any increases accounted for by average inflation. Students, like everyone else, are already paying more for food, housing, transportation, and all other expenses as prices inflate year after year. It is on top of these increasing living expenses that students are facing skyrocketing tuition fees.

Campagnes et défense des intérêts



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

May 10, 2022

BY EMAIL: crc@assnat.qc.ca

Committee on Citizen Relations
Clerk : Mr. Mathieu LeBlanc
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

RE: **Bill 32: An Act respecting academic freedom in the university sector**

Dear members of the Committee on Citizen Relations:

The Canadian Association of University Teachers (CAUT) is pleased to provide a written submission in response to the National Assembly of Quebec's Bill 32, "An Act respecting academic freedom in the university sector". While Bill 32 contains many elements which may help protect academic freedom, there are important provisions which have not been included in the legislation and some significant shortcomings. If the Bill proceeds as is, it could limit the scope of force of existing protections for academic freedom.

With a few amendments, including ones that align with the definition of academic freedom in the 1997 UNESCO "Recommendation concerning the Status of Higher Education Teaching Personnel", Bill 32 could be strengthened. The within submissions follow from CAUT's July 9, 2021 "Mémoire à la Commission scientifique et technique indépendante sur la reconnaissance de la liberté académique dans le milieu universitaire".

The meaning of academic freedom in Quebec and the rest of Canada

Academic freedom ensures that in their teaching, research, scholarship, publication, participation in the affairs of the university, and exercise of their broader rights as citizens, academic staff are not curtailed or censored by the administration, by colleagues, or by outside bodies or individuals. It includes the freedom of scholars to inquire into and challenge prevailing orthodoxies or systems, without being subjected to reprisal, such as denying them appointment or depriving them of their employment status, institutional rights, or privileges.

In 1977, the CAUT Council adopted a [comprehensive policy statement on academic freedom](#) that defines academic freedom as the right of academic staff, "without restriction by prescribed doctrine," the:

- freedom to teach and discuss;
- freedom to carry out research and disseminate and publish the results thereof, including the freedom to produce and perform creative works and to acquire, preserve, and provide access to documentary material in all formats;

2705, promenade Queensview Drive, Ottawa (Ontario) K2B 8K2
Tel/Tel: 613-820-2270 Fax/Fax: 613-820-7244 Email/Email: acppu@caut.ca
www.caut.ca



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

The Government's Proposed Approach to Address Harmful Content Online

Submission to the Government of Canada

September 2021



2705, prom. Queensview Drive, Ottawa (Ontario) K2B 8K2
Tel. 613-820-2270 \ Fax 613-820-7244 \ Email acppu@caut.ca
www.caut.ca

L'ACPPU s'est opposée aux demandes d'intérêts privés du domaine de l'édition d'éliminer les mesures de protection de l'utilisation équitable des travaux protégés par le droit d'auteur distribués à des fins éducatives et a fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il adopte une loi soustrayant les établissements postsecondaires publics à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC).

L'ACPPU a déposé plusieurs mémoires auprès de gouvernements, portant entre autres sur le [projet de loi 32](#) (*Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire*) du gouvernement québécois, les mesures législatives proposées par le gouvernement fédéral pour assurer la « [sécurité en ligne](#) » (anciennement pour éviter les « méfaits en ligne »), et l'examen de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

L'ACPPU a entrepris l'élaboration d'une campagne pancanadienne de gouvernance visant à renforcer les normes de gouvernance collégiale par l'entremise d'activités locales de négociation et de promotion partout au pays. Un répertoire électronique de ressources sur la gouvernance viendra compléter la campagne.

La Semaine de l'équité d'emploi de 2021 a eu lieu du 18 au 22 octobre. Une table ronde a été organisée, et du personnel académique du pays et de l'étranger s'est mobilisé autour de questions touchant le personnel académique contractuel (PAC) et de l'organisation d'une journée d'action dans les médias sociaux et d'une activité sociale pour le PAC.

Campagnes et défense des intérêts

Promotion de la justice sociale, de la solidarité internationale et de l'équité

L'avancement de l'équité dans le secteur de l'éducation postsecondaire et la promotion de la justice sociale partout au Canada et dans le monde est une grande priorité.

Cette année, l'ACPPU a lancé sa [Trousse de l'équité](#) – un répertoire électronique de ressources pour aider les associations membres à résoudre une variété de questions comme la rémunération équitable, l'accès aux données sur l'équité, la négociation relative à l'autochtonisation et la pleine inclusion des groupes ayant droit à l'équité au sein du milieu académique et de nos associations.



En octobre 2021, l'ACPPU a été l'hôte d'un forum virtuel interactif nommé *Accroître la solidarité et les alliances : l'autochtonisation du milieu académique* qui donnait à tous les membres du milieu académique, autochtones ou non, la possibilité de se regrouper dans l'esprit de la réconciliation et d'explorer des approches concrètes pouvant être adoptées pour promouvoir et renforcer l'autochtonisation du milieu

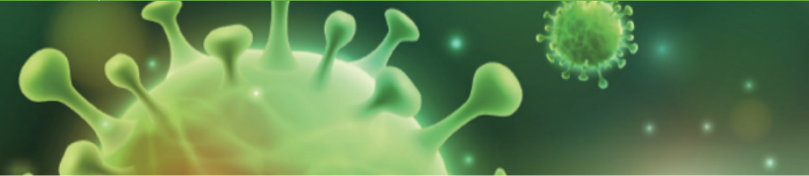
académique. Le forum a compris une allocution de la conférencière invitée Lorna Wanosts'a7 Williams et des tables rondes sur les gains aux tables des négociations, l'auto-identification autochtone, ainsi que le recrutement et le maintien en poste de personnel académique autochtone.

Sur la scène internationale, l'ACPPU a prêté assistance aux réfugiés afghans et ukrainiens des secteurs de l'éducation et de l'organisation syndicale par l'entremise de son partenaire, l'[Internationale de l'éducation](#). L'ACPPU a aussi assisté à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur 2022, qui s'est tenue du 18 au 22 mai, en compagnie de représentants du gouvernement, de groupes étudiants et d'autres organisations de personnel académique. La participation de l'ACPPU est essentielle pour assurer que les déclarations comme la *Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur* de l'UNESCO de 1997 demeurent des instruments puissants ayant une influence partout dans le monde.



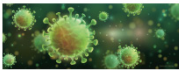
Renforcement de la capacité

[MENU](#) | [ACCÈS AUX MEMBRES](#) |  | [ENGLISH](#)



COVID-19 et le travail académique - Ressources pour les membres

Aperçu



En raison de la pandémie de COVID-19, les universités et les collèges se sont vus imposer des mesures qui ont eu des répercussions sur les conditions de travail des membres du personnel académique et général, les enseignants et les chercheurs. Voici quelques-unes des mesures qui ont été mises en place.

Actualité



Réouverture des collèges et des universités (janvier 2022)
L'ACPPU suit l'évolution des plans de réouverture pour le déroulement des cours d'automne et de printemps.
— Plans pour la session d'hiver 2022

- Article (Le 10 août 2021)
- Résumé des plans pour la session d'automne
- Plans pour la session d'automne

[MENU](#) | [ACCÈS AUX MEMBRES](#) |  | [ENGLISH](#)



Almanach de l'enseignement postsecondaire

L'Almanach de l'enseignement postsecondaire au Canada de l'ACPPU révèle, entre autres points saillants, que les universités financent de plus en plus leur exploitation auprès de sources privées, principalement en facturant des droits de scolarité. Cette publication présente également des séries de comparaisons de données sur les plans national-provincial et international, de même que des statistiques sur les salaires des membres du corps universitaire selon le sexe; l'effectif étudiant, les diplômés et les prêts d'études; le rapport étudiants-enseignant; et la recherche universitaire.

Archives de l'Almanach

*Pour consulter les éditions précédentes de l'Almanach, veuillez cliquer [ici](#).

Table des matières

- 1 Canada et le monde
- 2 Canada et les provinces
- 3 Personnel académique

Renforcement de la capacité

Éducation des membres

L'éducation et la formation sont des activités importantes de renforcement de la capacité des associations de faire des gains pour leurs membres. Cette année, l'ACPPU a maintenu son offre d'écoles et d'ateliers nationaux en ligne sur l'organisation syndicale, l'élaboration de campagnes, la négociation collective et le règlement des griefs, à l'intention des membres à l'échelle du pays. L'ACPPU a organisé huit « écoles » en ligne et dix activités de formation spécialisées. Les « écoles » nationales comprenaient deux sessions d'*Organisation syndicale*

101, S'organiser pour agir en matière de changement climatique, deux sessions de *Négociation collective*, deux sessions de *Traitement des griefs*, et la première session d'*Organisation syndicale 201* jamais offerte. Au total, 575 personnes ont participé au programme d'éducation.

Une formation sur la santé et la sécurité a été coordonnée par l'ACPPU et offerte à distance par l'entremise du [Workers' Health and Safety Centre](#).

The screenshot displays the homepage of the Workers Health & Safety Centre (WHSC). The header features the WHSC logo and navigation links for 'ENTRAÎNEMENT', 'RESSOURCES', 'QUOI DE NEUF', and 'ÉVÉNEMENTS'. Below the header, there is a section titled 'ENTRAÎNEMENT' with a list of training options: 'CATALOGUE DE FORMATION', 'Bibliothèque de fiches produits', 'INSCRIPTION À LA FORMATION', 'Formation à la certification JHSC', 'Formation SIMDUT', 'Formation travail en hauteur', 'ENTRAÎNEMENT SUR PLACE', 'Demande de citation', and 'FORMATION PERSONNALISÉE'. To the right of this list is a grid of images showing diverse people in various work settings. Below the training section, there is a 'RESSOURCES COVID-19' section with a 'CONSULTEZ-LES MAINTENANT' button. Another section titled 'RESPECTEZ-VOUS LES LOIS SUR LA FORMATION ? RÉSERVEZ VOTRE AUDIT GRATUIT' is also visible. The bottom of the page features a 'Cours en personne' and 'Cours virtuels' section. The footer includes social media icons and contact information.

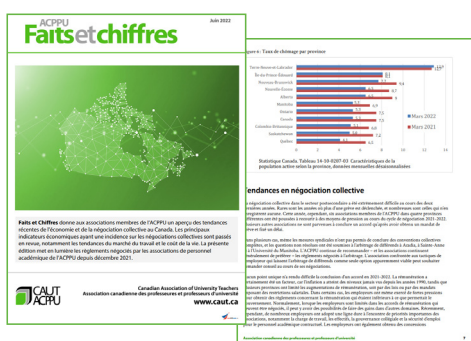
Renforcement de la capacité

Recherche

L'équipe de la recherche de l'ACPPU s'emploie à fournir des données de recherche pertinentes en temps opportun afin de favoriser l'atteinte des objectifs en matière de politiques et de négociation. L'ACPPU publie [Faits et chiffres](#) qui décrit des ententes récentes conclues par nos associations membres. Pour la première fois, l'ACPPU a aussi publié cette année un [rapport spécial sur les régimes de retraite](#). Des chapitres de l'[Almanach de l'ACPPU](#), un recueil en ligne des plus récentes informations statistiques

disponibles sur l'éducation postsecondaire au Canada, ont également été mis à jour.

L'ACPPU a continué de fournir des ressources à jour sur [la COVID-19 et le travail académique](#), y compris une base de données sur les plans de réouverture de campus des membres compte tenu de la propagation du variant Omicron. Des tableaux à jour sur les salaires du personnel académique contractuel et des données sur les taux pour mille ont aussi été fournis aux membres.



Services juridiques

L'équipe des services juridiques de l'ACPPU a collaboré étroitement avec les associations membres afin de leur fournir des conseils juridiques et des services de représentation pour défendre leurs membres en cas d'atteinte à la liberté académique, de discrimination et d'ingérence dans la gouvernance collégiale. L'équipe a aussi offert un soutien direct à l'Association des professeures et professeurs de l'Université Laurentienne tout au long de la conclusion du processus de la LACC, procédé à une analyse juridique du projet de loi 22 (anti-syndicats) de l'Alberta, et produit des avis juridiques et des résumés de cas.

L'ACPPU a rendu public un rapport préparé à sa demande par Simon Archer et Erin Sobat

de Goldblatt Partners LLP et Virginia Torrie, professeure agrégée de la Faculté de droit de l'Université du Manitoba, qui s'intitule *La restructuration des universités financées par les deniers publics : Rapport sur la procédure d'insolvabilité de l'Université Laurentienne ainsi que sur les enjeux et les solutions possibles pour le secteur universitaire*. Le rapport révélait que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) va fondamentalement à l'encontre des intérêts des travailleurs en remplaçant les normes et procédures relatives aux relations de travail. Le rapport recommande aussi de renforcer les dispositions touchant les urgences financières des conventions collectives.

Défense de la liberté académique



Défense de la liberté académique

La liberté académique inclut le droit du personnel académique à la liberté d'enseignement, de recherche, de publication et d'expression en ce qui a trait aux questions en lien avec leur établissement ou l'intérêt public, et ce, sans censure ou représailles de la part de l'établissement.

- En novembre 2021, après seulement six mois, le Conseil de l'ACPPU a voté le retrait du blâme contre l'administration de l'Université de Toronto. Un blâme avait été prononcé contre l'université en raison de sa décision de retirer l'offre d'emploi faite à Valentina Azarova à la suite de l'intervention d'un donateur, juge de la cour de l'impôt. Pour mettre fin au blâme, l'université a accepté d'offrir de nouveau le poste à Valentina Azarova, de modifier ses politiques relatives aux dons et d'étendre les mesures de protection de la liberté académique aux administrateurs.
- Par l'entremise de son service d'arbitrage, l'ACPPU a aidé la Mount Allison Faculty Association, la Brock University Faculty Association, l'University of Toronto Faculty Association, l'Association of Professors of Bishop's University et la Mount Royal Faculty Association à obtenir la résolution de leurs griefs touchant la liberté académique.
- En février, l'ACPPU a été l'hôte d'une conférence de la Fondation Harry-Crowe qui portait sur la liberté académique et le droit et examinait les fondements et les limites juridiques de la liberté académique en vue de renforcer les mesures de protection de la liberté académique au Canada.

- L'ACPPU prépare un répertoire électronique de ressources et de matériel éducatif en vue d'accroître les connaissances qu'ont ses membres et le grand public de la portée et de la signification de la liberté académique.

MBRES

ACPPU

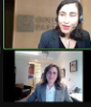
MARS 2022

Actualités / La Fondation Harry-Crowe, hôte d'une conférence sur la liberté académique et le droit

The Legal Protections of Academic Freedom in Canada: A Practitioner's Perspective



Harry Crowe Foundation Conference 2022: Academic Freedom and the Law
Presented by Adriel Weaver and Mary-Elizabeth Dill
February 10, 2022



Adriel Weaver and Mary-Elizabeth Dill speak at the CAUT Council.
Adriel Weaver et Mary-Elizabeth Dill prennent la parole au Conseil de l'ACPPU.

Les 10 et 11 février, plus de 150 participants ont pris part à la première grande conférence canadienne axée sur la liberté académique et le droit. Organisé par la Fondation Harry-Crowe, cet événement a rassemblé des acteurs du milieu du droit, praticiens comme universitaires, d'un peu partout au Canada, afin d'explorer les protections juridiques et les limites relatives à l'exercice de la liberté académique.

Contrairement à ce qu'on observe dans la plupart des autres pays, y compris aux États-Unis, la liberté académique au Canada ne jouit que d'une reconnaissance

Assurer le respect de l'intégrité du travail académique



Crédit photo: ULFA

Assurer le respect de l'intégrité du travail académique

Négociation collective

L'ACPPU appuie les efforts déployés par les associations membres pour effectuer à la table des négociations des gains qui protégeront et amélioreront les conditions d'emploi du personnel académique et assureront le respect de leurs droits professionnels.

Parmi les gains effectués en 2021-2022 à la table des négociations figure ce qui suit :

- À la suite d'une grève de 11 jours, la Concordia University of Edmonton Faculty Association (CUEFA) a obtenu une réduction de la charge d'enseignement de 4-4 à 4-3 en 2022-2023, et de 4-3 à 3-3 en 2023-2024, ainsi qu'un nouveau libellé de protocole d'entente protégeant la propriété intellectuelle des membres.
- L'University of Lethbridge Faculty Association (ULFA) a effectué des gains dans les domaines de l'équité et de l'évaluation, dont des améliorations au langage d'évaluation du personnel autochtone, y compris la reconnaissance du savoir traditionnel et de sa production, l'élimination du recours aux évaluations d'étudiants pour comparer l'efficacité de l'enseignement des membres et l'expansion de la définition et de l'interprétation du « service » afin d'assurer une meilleure reconnaissance du travail souvent effectué par les membres de groupes ayant droit à l'équité.
- L'Algoma University Faculty Association (SEFPO, section locale 685, temps partiel) a obtenu une hausse non renouvelable de 7 % du taux de rémunération des activités d'enseignement, au 1^{er} janvier 2023, ainsi qu'un nouveau taux de rémunération de l'assistance pour la correction et l'attribution de notes.
- Dans le contexte d'après-projet de loi 124, l'Association des professeurs du Collège universitaire de Hearst a négocié des hausses salariales de 4 %/3 %/2 %, une prime de 3 000 \$ au moment de la ratification, une prime de 1 500 \$ au personnel offrant des cours de tutorat par étudiante ou étudiant inscrit, et 4 500 \$ pour le perfectionnement professionnel et du matériel d'enseignement.
- À la suite d'une décision arbitrale, l'Acadia University Faculty Association a obtenu une hausse salariale de 4 % pour son personnel académique contractuel, des changements au langage disciplinaire et des mesures négociées d'embauche groupée.

EMBRES



18 JANVIER 2022 ARTICLE

La grève historique des membres de la CUEFA est une grande victoire pour le mouvement syndical en Alberta

Les membres de l'Association des professeurs de l'Université Concordia d'Edmonton (CUEFA) ont ratifié une entente qui améliorera les conditions de travail et augmentera les salaires des membres de la CUEFA.

L'entente a été conclue après une grève de deux semaines, une première grève d'une association de personnel académique dans l'histoire de l'Alberta.

« La nouvelle entente a été rendue possible grâce à la détermination de l'association du personnel académique et à la solidarité des étudiants, des partisans de la collectivité, des alliés et des autres syndicats et associations », a déclaré David Robinson, directeur général de l'ACPPU.

Plus de 1 350 personnes et organisations à travers le Canada se sont ralliées à la CUEFA et ont demandé à l'administration de l'université d'apporter des « améliorations qui se font attendre depuis longtemps » aux conditions de travail du personnel académique.

En raison de la grève, il existe maintenant un groupe de travail solidaire et de nouveaux réseaux entre les membres du personnel académique de l'Alberta qui

Assurer le respect de l'intégrité du travail académique

Grèves

L'année 2021-2022 a été marquée par un [nombre record de grèves](#). En tout, six associations ont déclenché des grèves. L'ACPPU a offert du soutien sous une variété de formes aux associations touchées, dont des services juridiques et des services de communication, de préparation

de grèves, de mobilisation des membres et d'organisation de piquets volants.

Afin de mieux préparer les membres à faire la grève, l'ACPPU a entrepris la mise à jour de son manuel de grève, ainsi que l'élaboration d'archives électroniques de ressources relatives aux grèves.



Heureux de rejoindre [@CAUT_ACPPU](#) prés [@PeterSMcInnis](#) et [@MSVUFA](#) presse Susie Brigham à l'appui de [@Coupe3912](#).



12:22 · 31 octobre 2022 · Twitter pour Android

Amplifier notre voix collective

News Actualités

la liberté académique », a déclaré David Robinson, directeur général de l'ACPU, dans son discours devant le comité. Le projet de loi est en discussion le 14 et, s'il est approuvé par le conseil, il sera soumis au vote du Sénat, probablement en novembre. S'il est adopté par le Sénat, il sera soumis à la Chambre des communes pour examen. ■

Un rapport estime que le Québec devrait offrir la gratuité de l'enseignement postsecondaire

Par le personnel de l'ACPU, selon un rapport d'un institut québécois, les frais de scolarité élevés et la perspective de croquer des étudiants de poursuivre des études postsecondaires, notamment pour les études artistiques, et le rapport recommande que la province élimine les frais.

Selon l'Institut de recherche et d'innovation, les frais de scolarité des études universitaires au Québec croissent de 1,2 milliard de dollars par an – un montant qui équivaut à tous les frais actuellement payés par les étudiants nationaux et internationaux.

Les dépenses totales du gouvernement provincial en 2020:

CAUT Advocate **Le Défenseur de l'ACPU**

Every month we send our supporters a newsletter with the latest CAUT and post-secondary education sector news.

Subscribe to get the newsletter straight to your inbox.

Une fois par mois, nous envoyons un fil de presse à nos abonnés, qui comprend les dernières nouvelles de l'ACPU et du secteur de l'éducation postsecondaire.

Inscrivez-vous pour recevoir le fil de presse directement dans votre boîte de réception.

■ CAUT Bulletin / Octobre 2022

Vol 69 N° 7
Octobre 2022 octobre

Canada's voice for academics
La voix des universitaires canadiens

CAUT ACPU

bulletin

Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

www.CAUT.ca

Librarians and Archivists as Defenders of Academic Freedom
Les bibliothécaires et archivistes à la défense de la liberté académique

By the numbers
Statistiques sous la loupe

Gender differences in tenure and in perceptions of fairness / Différences de genre dans le statut de permanence et les perceptions d'équité

Tenure in Canadian Universities by Gender / Statut de permanence dans les universités canadiennes selon le genre

Year	Women / Femmes	Men / Hommes
1990	14%	86%
2019	37%	63%
2019	49%	51%

■ Women in tenure-track positions / Femmes occupant des postes permanents
■ Men in tenure-track positions / Hommes occupant des postes permanents
■ Women in tenure-track positions / Femmes occupant des postes non permanents
■ Men in tenure-track positions / Hommes occupant des postes non permanents

Family leave and time to tenure in less than 5 years / Congé pour obligations familiales et temps de titularisation de moins de cinq ans

Category	Women / Femmes	Men / Hommes
Family leave / Congé familial	19%	36%
Time to tenure / Temps de titularisation	31%	28%

■ Women / Femmes
■ Men / Hommes

Women are less likely to perceive hiring and promotions as fair / Les femmes sont moins susceptibles de percevoir les décisions liées à l'embauche et aux promotions comme étant justes

Category	Women / Femmes	Men / Hommes
Hiring / Recrutement	23%	14%
Promotions / Promotions	20%	12%

■ Women / Femmes
■ Men / Hommes

Two out of three faculty perceive hiring decisions as fair and equitable / Deux professeurs sur trois considèrent que les décisions d'embauche sont justes et équitables

Two out of three faculty perceive hiring decisions as fair and equitable / Deux professeurs sur trois considèrent que les décisions d'embauche sont justes et équitables

Source: Canadian Academic Survey, 2019. Data on gender differences in hiring and promotions decisions were not available in the 2019 survey. Figures are based on the 2019 survey data.

■ CAUT Bulletin / Octobre 2022

Amplifier notre voix collective

Communications

L'ACPPU est le porte-parole national du personnel académique des universités et des collèges de l'ensemble du Canada. Pour nous assurer que notre voix porte, nous avons recours à un programme robuste de communications qui comprend une présence dans les médias à l'échelle nationale et internationale, la publication en temps opportun dans notre site Web bilingue de documents d'orientation de l'ACPPU en matière de recherches et de politiques, une grande visibilité dans les médias sociaux (Twitter, Facebook et LinkedIn) et la publication du *Bulletin de l'ACPPU*, une revue mise en ligne huit fois par année.

Nos [nouvelles](#) et communiqués de presse ont porté sur une variété de sujets allant de la grève historique de la Concordia University of Edmonton Faculty Association de l'Alberta à l'appel de l'ACPPU

à la démission des administrateurs de l'Université Laurentienne, en passant par les protocoles relatifs à la COVID-19. Nos travaux ont été couverts par plusieurs organes de presse, dont *CBC/Radio-Canada*, *University Affairs*, le *National Post*, le *Times Higher Education Supplement*, et le *Globe and Mail*.

Le personnel des communications et de l'action syndicale de l'ACPPU fournit aussi des conseils et outils relatifs aux campagnes numériques, y compris des microsites et des ressources numériques, pour aider les membres à réaliser leurs objectifs de campagne. Durant la dernière année, le nombre d'associations ayant eu recours au logiciel de base de données de membres Mobilis, fourni par l'ACPPU et adapté aux milieux de travail académiques, a aussi atteint des niveaux records.

The screenshot displays the ACPPU website interface. The top navigation bar includes a home icon, a menu icon, the text 'MENU', 'ACCÈS AUX MEMBRES', the ACPPU logo, 'ENGLISH', and a search icon with the text 'CHERCHER'. The main content area is titled 'Nouvelles' and lists five news articles with their dates and titles:

- 09/11/2022 ARTICLE: [Les travailleurs de l'éducation du SCFP en Ontario de retour à la table de négociation](#)
- 03/11/2022 ARTICLE: [Manifestation vendredi en soutien aux travailleuses et travailleurs de l'éducation](#)
- 01/11/2022 ARTICLE: [L'ACPPU condamne le projet de loi du gouvernement de l'Ontario sur le retour au travail des travailleurs de l'éducation sous-payés du SCFP](#)
- 01/11/2022 ARTICLE: [Défenseur d'octobre: L'ACPPU au Sénat - SCFP 3912 en grève - Pleins feux sur la lutte à la précarité d'emploi](#)
- 24/10/2022 ARTICLE: [Le plus grand syndicat universitaire de Nouvelle-Écosse, la section locale 3912 du SCFP, en grève](#)

The right sidebar, titled 'The latest tweets', shows two tweets from CAUT Retweeted:

- A tweet from CUPE 3912 (@CUPE3912) replying to @CUPE3912, dated 20m ago. The text reads: 'This week we are shining a light on the individuals and organizations that have been supporting #Cupe3912 during the #DalStrike. We are continuing to fight for a fair deal for our PTAs, TAs, markers, and demonstrators and this support is crucial!'. It has 1 reply and 3 likes.
- A tweet from Laurier Contract... (@Precario...) dated 3h ago. The text reads: '900 Wilfrid Laurier contract teaching faculty in striking position'. It includes a photo of a sign that says 'LAURIER Inspiring Lives WILFRID LAURIER UNIVERSITY'. The source is cited as 'kitchener.ctvnews.ca'.

Fondée en 1951, l'ACPPU est le porte-parole national du personnel académique. Représentant plus de 72 000 professeurs, bibliothécaires, chercheurs, employés généraux et autres professionnels du milieu académique répartis dans 125 universités et collèges partout au Canada, l'ACPPU défend fermement la liberté académique et travaille activement, dans l'intérêt public, à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire au Canada.

2705 QUEENSVIEW DRIVE,
OTTAWA, ONTARIO
WWW.CAUT.CA

